

GE_GERICHTE ACJC/557/2021 vom 6. Mai 2021

GE Cour de justice, 2021-05-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_557_2021

FR: GE_GERICHTE ACJC/557/2021 du 6 mai 2021

IT: GE_GERICHTE ACJC/557/2021 del 6 maggio 2021

Volltext

Le présent arrêt est communiqué aux parties, par plis recommandés du 6 mai 2021

REPUBLIQUE ET

CANTON DE GENEVE POUVOIR JUDICIAIRE C/13217/2020 ACJC/557/2021 ARRÊT
DE LA COUR DE JUSTICE Chambre civile DU MARDI 4 MAI 2021

Entre Madame A_____, domiciliée _____, appelante d'un jugement rendu par la 2ème
Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 19 novembre 2020, comparant
par Me Caroline KÖNEMANN, avocate, Könemann & von Flüe, Rue de la Terrassière 9,
1207 Genève, en l'étude de laquelle elle fait élection de domicile, et Monsieur B_____,
domicilié _____, intimé, comparant par Me Franco SACCONI, avocat, WAEBER
AVOCATS, Rue Verdaine 12, Case postale 3647, 1211 Genève 3, en l'étude duquel il fait
élection de domicile.

- 2/3 -

C/13217/2020 Vu, EN FAIT, le jugement rendu par le Tribunal de première instance le 19
novembre 2020 dans la cause C/13217/2020-2; Vu l'appel formé le 21 décembre 2020 par
A_____ contre le jugement précité contenant également une demande de provisio ad litem;
Vu la réponse sur demande de provisio ad litem du 24 décembre 2020 de B_____; Vu la
réponse à l'appel du 1er février 2021 de B_____; Vu la réplique du 1er mars 2021 de
A_____; Attendu que, par courrier expédié au greffe de la Cour le 28 avril 2021,
l'appelante a déclaré retirer son appel; Considérant, EN DROIT, qu'une transaction, un
acquiescement ou un désistement d'action a les effets d'une décision entrée en force (art.
241 al. 2 CPC); Que dans un tel cas, l'autorité saisie raye l'affaire du rôle (art. 241 al. 3
CPC); Qu'il sera dès lors pris acte du retrait de l'appel et la cause sera rayée du rôle; Que les
frais sont mis à la charge de la partie succombante, à savoir l'appelante en cas de
désistement d'action (art. 106 al. 1 CPC); Que l'appelante qui doit être assimilée à une partie
demanderesse qui retire sa demande, sera condamnée aux frais judiciaires de la procédure
de recours; Que la Cour n'ayant, au jour du retrait, pas encore procédé à l'examen de la
cause, il sera exceptionnellement renoncé à prélever des frais; Que compte tenu de la nature
familiale du litige, chaque partie supportera ses propres dépens (art. 107 al. 1 let. c CPC).

* * * * *

- 3/3 -

C/13217/2020 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : Prend acte du retrait de l'appel
formé par A_____ le 21 décembre 2020 contre le jugement dans la cause C/13217/2020-2.
Renonce exceptionnellement au prélèvement de frais judiciaires. Dit qu'il n'est pas alloué
de dépens. Cela fait : Raye la cause du rôle. Siégeant : Monsieur Cédric-Laurent MICHEL,
président; Monsieur Laurent RIEBEN, Madame Paola CAMPOMAGNANI, juges;

Madame Roxane DUCOMMUN, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.